



POLYVALENCE

COMBATTRE LA POLYVALENCE DESTRUCTRICE D'EMPLOIS

Les activités Voyageurs ambitionnent d'accélérer, en 2021, une politique axée sur une polyvalence débridée.

La CGT se prononce d'ores et déjà contre ce projet, dont le seul but est de poursuivre et d'amplifier son « plan social » au Commercial Voyageurs, en enjoignant les encadrants à employer au besoin des méthodes de management agressives.

L'exemple de la mise en œuvre du détournement de la gare de Massy TGV au 1^{er} décembre 2020 suffit pour analyser les méfaits de la politique de la polyvalence sur la santé et la sécurité !

ORGANISATION VOULUE DE LA PÉNURIE

Partout, l'entreprise organise sciemment les manques de personnel, en réduisant le nombre d'agents pour tenir les Cadres d'Organisation. Ainsi, à Massy TGV, ce sont environ 6 postes de réserve sur 12 qui ne sont pas tenus. Dans ce contexte fortement dégradé, la direction ne respecte pas ses obligations de couvrir les postes vacants conformément au STATUT.

Ce n'est pas tout, la direction continue sa casse de l'emploi dans le cadre d'une nouvelle « réorganisation » en annonçant la suppression de 11 postes sur 38, dont les 2/3 sur les qualifications B et C.

Et pour les cheminot-e-s rescapé-e-s de cette purge, des conditions de travail dégradées et une augmentation de la pénibilité avec une présence sur les quais en station debout de 6 heures sur 8 avec un temps de récupération trop faible.

EXTERNALISATION DES MISSIONS / DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

La direction fait le choix d'externaliser les missions des cheminot-e-s. En vidant leur charge de travail, elle entame une démarche visant à déprofessionnaliser les métiers escale et vente. Cette décision conduit à la perte du sens du travail, augmentant fortement les risques psychosociaux et par là même, la souffrance au travail dans un contexte social déjà fortement dégradé.

Pour la CGT, la politique simpliste et de court-terme visant à supprimer des postes conduit inexorablement l'entreprise dans le mur. En effet, sous couvert d'une nouvelle politique autour de la « Relation Client », les choix opérés détériorent les conditions de travail et le service rendu aux usagers

En massacrant l'emploi d'un service comme l'escale, la direction dégrade elle-même la qualité de service. Cette schizophrénie nuit à toute la chaîne de services, impacte tous les agents, qu'ils soient du sol ou du bord.



LA POLYVALENCE COMME SEUL PROJET D'ENTREPRISE

La même trajectoire est suivie partout dans toutes les activités Voyageurs, sur des rythmes différents.

En injectant de la polyvalence au sein des équipes, la direction amplifie massivement les suppressions d'emplois à l'escale après avoir asséché ceux des guichets. Ce dogme libéral visant à utiliser la masse salariale comme variable d'ajustement économique est contraire à la notion de Service Public.

La mise en place de la polyvalence entraîne pour les agents une surcharge qui nécessitera des arbitrages dans l'accomplissement de leurs missions, phénomène accentué lors des situations perturbées.

Les cheminot-e-s de l'escale qui perdent les missions de prise en charge des Personnes en Situation de Handicap et des Personnes à Mobilité Réduite sont victimes d'une forte démotivation liée à la fois à la perte du sens du travail, mais surtout à la coupure d'un lien social fort, rassurant, bienveillant et qui apportait de la reconnaissance aux agent-e-s dans le cadre de leurs missions.

D'autre part, en voulant utiliser les vendeurs comme agents polyvalents, la direction ambitionne de supprimer les espaces de vente, qui plus est dans un contexte sanitaire et économique extrêmement difficile. Cette démarche est aujourd'hui accentuée par une volonté de pousser les voyageurs vers la digitalisation à outrance au mépris des notions de Service Public. Enfin, les cheminot-e-s se retrouvent progressivement face à la monotonie de leur métier et n'hésitent pas à rechercher de la mobilité professionnelle, voire géographique.

Pour la CGT, rien n'est inéluctable. Les cheminots doivent continuer à lutter contre cette politique de casse de l'emploi, en proposant d'autres choix d'organisation du travail.

Dans la région de Reims, les mobilisations ont, par exemple, contraint la direction à faire marche arrière sur le mix escale/vente !

La CGT porte la nécessité de :

- Redonner du sens au travail et aux métiers de la vente et de l'escale ;
- Refuser les polyvalences outrancières et débridées ;
- Maintenir un haut niveau de formation en présentiel ;
- Embaucher pour répondre aux besoins de la production ;
- Améliorer les conditions de travail, notamment face à l'augmentation des risques liés à la station debout pénible ;
- Réinternaliser les missions en embauchant les salariés des entreprises prestataires.



**D'autres choix sont possibles !
Luttons pour nos emplois,
Votons CGT du 4 au 10 décembre
dans le cadre des élections au
Conseil d'Administration !**